

CH_VB 87.052 vom 7. Dezember 1987

Bundesverwaltung, 1987-12-07, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_87.052

FR: CH_VB 87.052 du 7 décembre 1987

IT: CH_VB 87.052 del 7 dicembre 1987

Erwägungen

E. 7

décembre 1987 mie sera en mesure de s'adapter à la nouvelle situation par ses propres moyens. Permettez-moi plutôt une remarque qui m'est suggérée par les événements récents sur la scène financière internationale. Il suffit de comparer la dette de l'Etat central des Etats-Unis d'Amérique avec la dette de l'Allemagne et de la Suisse en pourcentage du produit interne brut, pour constater les raisons de l'affaiblissement du dollar et de la chute boursière. Tandis qu'en Suisse les dettes de l'Etat central correspondent à 11,6 pour cent du produit intérieur brut, ce rapport est de 21,3 pour l'Allemagne et de 51,8 pour les Etats-Unis d'Amérique; c'est dire que les USA ont une dette qui représente plus de la moitié du revenu intérieur brut. Si l'on veut considérer les dettes de l'Etat central et des collectivités publiques subordonnées (cantons, communes), on arrive quand même à une dette, toujours en pourcentage du PIB, de 36,8 pour la Suisse, de 41 pour l'Allemagne et de 61,6 pour les USA. Cela ne doit pas étonner si l'on considère que les dépenses de l'Etat et des collectivités publiques subordonnées chez nous représentent le 27,5 pour cent en pourcentage du PIB, tandis que les recettes et contributions représentent le 32,1. Par conséquent, on encaisse plus que l'on dépense, ce qui est sain. En Allemagne, les dépenses sont de 32,8 pour cent contre des recettes de 27,8, l'Allemagne dépense moins que ce qu'elle gagne tandis qu'aux USA, les dépenses sont de 36,1 du produit intérieur brut et les recettes de 29,2, c'est-à-dire que ce pays paie ses dépenses publiques par des dettes. Cela signifie que les USA ont financé leur train de vie et les dépenses de l'Etat par un monstrueux endettement. Traduite par tête d'habitant, la dette de l'Etat central est de 4330 francs pour chaque citoyen suisse, de 5590 francs pour chaque citoyen allemand et de 16 160 francs pour chaque citoyen des USA. Le total de la dette de l'Etat et des collectivités publiques est de

E. 12

890 francs pour le citoyen suisse, de 10 280 francs pour le citoyen allemand et de 24 780 pour le citoyen des USA. Ces comparaisons nous permettent d'évaluer avec en meilleure connaissance de cause le problème de la part de l'Etat qui était chez nous en 1985 de 41,7 tout compris, Etat et collectivités publiques, et qui, si d'un côté elle a atteint probablement le point le plus élevé, elle ne pourrait pas être réduite d'une manière importante sans risquer de causer des déséquilibres dangereux à longue échéance. Il faut souligner que la part de l'Etat est diminuée de 42,3 durant l'année 1984 à 41,7 pour l'année 1985, avec une tendance à descendre d'environ 40 pour cent dans les années 1986 et 1987. La commission du Conseil national a procédé à certaines modifications du message du Conseil fédéral. Peut-être quelques-unes donneront-elles lieu à un débat de détail. Pour l'instant, je me borne à indiquer les principales modifications apportées. Au chapitre «Autorités et tribunaux», «Chambres fédérales»: la commission a biffé la hausse des taux de 10 pour cent prévue en faveur des membres du Conseil national et de ses groupes, pour la simple raison que les

augmentations sont actuellement soumis à l'examen du Bureau du Conseil national et que les augmentations éventuelles pourront faire l'objet de crédits supplémentaires. Au chapitre «Tribunal fédéral»: la commission demande de supprimer le bureau de poste du Tribunal fédéral. Au budget ne restent que les dépenses concernant les taxes postales, soit 227 000 francs. Au chapitre «Département de l'intérieur», «Office fédéral de la culture, Soutien des organisations culturelles»: compte tenu du fait que l'article constitutionnel sur la culture a été refusé par le peuple et les cantons, la commission, en l'absence de base constitutionnelle, propose de réduire le crédit de 500 000 francs, soit de l'abaisser de 4 millions à 3,5 millions. Pro Helvetia assure toutefois le paiement de tous les crédits selon la mesure antérieure et selon la subdivision effectuée lors des débats de septembre dernier. Au chapitre «Office fédéral des forêts et de la protection du paysage»: la commission a décidé de transférer 13,6 millions de francs à l'Office fédéral des routes et de les mettre à la charge des droits de douane sur les carburants, et d'augmenter de 24,9 millions de francs les crédits au même titre. Ce changement donnera lieu à un débat. Pour introduire et expliquer le changement, la section compétente de la Commission des finances s'est rendue sur les lieux, dans les cantons d'Uri et de Glaris. Elle a été assez étonnée par l'état de dépérissement des forêts et par le danger que ce dépérissement peut causer aux routes traversant les régions boisées. La commission a donc proposé d'effectuer ces augmentations de crédits, étant donné que certains projets sont déjà prêts, et de porter une partie de cette dépense au compte de l'Office fédéral des routes, cette intervention touchant effectivement la protection des routes. La commission vous propose d'accepter l'arrêté fédéral concernant le budget de la Confédération pour 1988 et l'ouverture de crédits d'engagement selon le dépliant qu'elle a établi en conclusion de ses travaux. Elle vous invite à approuver l'augmentation de l'effectif du personnel de la Confédération et des tribunaux fédéraux selon les propositions écrites que vous avez reçues. Je remercie les présidents des sections et les membres de la commission pour leur travail sérieux et approfondi; le Conseil fédéral et en particulier M. Stich, conseiller fédéral, et ses collaborateurs, qui ont démontré qu'on peut faire beaucoup avec une grande rigueur dans le domaine des dépenses; et le secrétariat de la commission, en particulier M. Bûcher, M. Ayer et leurs collaborateurs, pour l'aide importante qu'ils donnent toujours à la commission. Je me permets aussi, au nom de la commission, d'exprimer mes meilleurs remerciements au président, M. Paul Zbinden, pour la façon intelligente et expéditive dont il a marqué les travaux et l'amitié dont il a fait preuve envers tous les membres de la commission.

Fehr: Die SP-Fraktion wertet den Voranschlag 1988 positiv. Kein anderer Finanzminister eines Industriestaates kann gegenwärtig eine derart komfortable Finanzsituation ausweisen wie Bundesrat Stich. Die Einnahmentwicklung ist günstig. Die Einnahmenüberschüsse im Finanz- und vor allem im Gesamtvoranschlag - dieser ist ja entscheidend - sind erfreulich; auch die Ausgaben sind, wenn man Sonderfaktoren eliminiert, unter Kontrolle. Aus der vorübergehenden Aufhellung, die sich bei der Beratung des Voranschlags 1987 erstmals abzeichnete, ist in der Zwischenzeit ein Hoch geworden, das mit Sicherheit mehrere Jahre andauert, dessen Ende aber ebenso sicher bereits abzusehen ist. Treffen die Planungsannahmen zu, so wird 1988 das dritte aufeinanderfolgende Jahr sein, das zu Haushaltüberschüssen beim Bund führt, die im Sinne einer antizyklischen Finanzpolitik sehr erwünscht sind. Wir halten es für richtig, die Chance zu nutzen und die Überschüsse vorrangig für einen weiteren Schuldenabbau einzusetzen, wie dies Artikel 42bis unserer Verfassung vorsieht. Ebenso wichtig scheint es uns, den gewonnenen Handlungsspielraum nicht für kurzfristige, tagesopportune Konzessionen preiszugeben, sondern die eingetretene Entspannung dazu zu benutzen,

die Reform der Finanzordnung voranzutreiben. Wir erwarten mit Interesse die vom Bundesrat diesbezüglich angekündigte Orientierung im Zusammenhang mit der Legislaturplanung 1987 bis 1991. Die Notwendigkeit dafür ergibt sich nicht nur aus der Befristung des heutigen Rechts. Nicht weniger bedeutend sind verschiedene materielle Gesichtspunkte. Schon heute ist beispielsweise absehbar, dass durch die bereits beschlossenen Massnahmen im Bereiche der direkten Bundessteuer, auf die rund ein Viertel der Einnahmen entfällt, Einnahmeverluste von über 900 Millionen Franken entstehen werden. Je nach Ausgang der Beratung des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer können weitere namhafte Ausfälle dazukommen. Die Entwicklung der Stempelabgaben, deren Dynamik ohnehin schon gebremst war, ist nach den jüngsten Ereignissen an den Wertpapierbörsen vollends ungewiss geworden. Auch die Emissionsabgaben dürften wohl zurückgehen.

7. Dezember 1987 N 1645 Voranschlag der Eidgenossenschaft 1988 Die Warenumsatzsteuer dürfte aufgrund der Verlagerungen zum Dienstleistungssektor tendenziell an Bedeutung verlieren; es besteht auch unvermindert das Problem jener Einnahmen - wie zum Beispiel der Zölle -, die systembedingt der Entwicklung des Sozialprodukts nicht folgen. Dies unterstreicht die Notwendigkeit einer Reform auch der indirekten Besteuerung, die neben finanzpolitischen auch gesamtwirtschaftlichen, sozialpolitischen und umweltpolitischen Zielsetzungen Rechnung zu tragen hat. Der Bundesrat weist unseres Erachtens zu Recht darauf hin, dass die gegenwärtige Situation wohl Anlass zu Befriedigung, nicht aber zu Euphorie geben darf, ist doch eine Trendumkehr bereits erkennbar. Auf mittlere Frist dürften die Einnahmen den für die Erhaltung des Gleichgewichts im Bundeshaushalt erforderlichen Gleichschritt mit der Wirtschaftsentwicklung nicht mehr erreichen. Das bedeutet natürlich auch, dass die Auseinandersetzungen um die Mittelverwendung härter sein werden. Wir begrüßen es, dass der Bundesrat über differenzierte Zuwachsraten versucht, prioritäre Bereiche - zum Beispiel die Umweltpolitik, den öffentlichen Verkehr, die Forschung -speziell zu fördern. Im einzelnen werden wir uns zu diesem Fragenkomplex bei der Beratung der Legislaturplanung eingehender äussern. Dort wird zu prüfen sein, ob die Akzente mittelfristig richtig gesetzt sind. Wir stellen zusammenfassend mit Genugtuung fest, dass die insgesamt gute Wirtschaftslage - die allerdings durch die Entwicklung der Währungsverhältnisse, vor allem des Dollarkurses, bereits beeinträchtigt ist -, die geringe Teuerung und die beharrliche Sanierungspolitik dem Bundeshaushalt eine längere Verschnaufpause einräumen, welche die Erwartungen von Finanzplan und Haushaltsperspektiven weit übertrifft und die auch etwas mehr finanzpolitischen Handlungsspielraum schafft. Die SP-Fraktion legt Wert darauf, dass dennoch der Entwicklung von Einnahmen und Ausgaben die gebührende Aufmerksamkeit geschenkt wird, dass mittel- und langfristige Überlegungen unsere Entscheidungen prägen, nicht kurzfristiges Denken. Daher möchten wir das Schwergewicht darauf legen, vorrangig den Schuldenabbau fortzusetzen, die strukturellen Probleme der Bundesfinanzen einer Lösung entgegenzuführen sowie einzelne prioritäre Bereiche speziell zu dotieren. Wir halten es auch für richtig, Überhöhungen an Bundesverpflichtungen, wie dies bei der Denkmalpflege und beim Gewässerschutz mit dem Nachtrag II zum Voranschlag 1987 erfolgt ist, abzubauen. Noch einige Bemerkungen zu den Anträgen der Finanzkommission: Bezüglich Artikel 2 des Bundesbeschlusses - er betrifft den Personalbestand - stimmen wir dem Vorschlag der Kommission zu. Hinsichtlich der übrigen Korrekturvorschläge ist dies teilweise der Fall. Die Erhöhung der Kredite zur Förderung von Massnahmen zum Schütze

des Waldes und die Umlagerung von neu total 48 Millionen Franken zulasten der Treibstoffzollerträge finden unsere ausdrückliche Zustimmung, werden doch die Möglichkeiten, die Artikel 31 des Treibstoffzollgesetzes bietet, in sinnvoller Weise eingesetzt. Heftige Diskussionen lösten in unserer Fraktion die Beiträge an Tierhalter aus. In der Sache bestehen insofern keine Differenzen, als Einigkeit darüber besteht, dass Direktzahlungen als Abgeltung von Leistungen der Landwirtschaft an die Allgemeinheit grundsätzlich richtig sind. Unterschiedlich sind die Auffassungen bezüglich des Vorgehens. Soll der Betrag von 90 Millionen Franken trotz Vorhalten gegenüber der vom Bundesrat Ende November in Vernehmlassung gegebenen Verordnung bereits jetzt ins Budget aufgenommen werden, oder soll das Begehren auf den Nachtragsweg verwiesen werden, um dem Wunsch nach Anpassung der Verordnung mehr Nachdruck zu verleihen? Die Meinungen sind diesbezüglich in unserer Fraktion geteilt. Kollege Bäumlin wird die Standpunkte in der Detailberatung noch eingehender darlegen. Bei den Verwertungsmassnahmen im Weinbau unterstützen wir die Kommission. Sie findet zu Recht, es sei mit einer Kürzung ein Zeichen zu setzen, dass hier nicht zu weit gegangen werden kann. Zurückhaltend sind wir bei der Begrenzung beim Bundesamt für Kultur. Natürlich kann die Ablehnung des Kulturartikels nicht ohne Auswirkungen bleiben. Dennoch kann eine angemessene Anpassung der Leistungen, die der Bund schon bisher erbracht hat, nicht ausgeschlossen werden. Keinesfalls darf eine Rückführung der Jahresbeiträge an die schweizerischen Dachorganisationen der Kultur, an die Pro Helvetia oder eine Kürzung dieser Beiträge gegenüber 1987 vorgesehen werden. Unsere Fraktion bevorzugt eindeutig die Variante des Bundesrates - Herr Kollege Hess hat sie mit seinem Antrag auch wieder aufgenommen -, den Betrag auf 4 Millionen Franken zu belassen. Schliesslich die Querschnittkürzung bei den Forschungsaufwendungen. Wir können sie insoweit befürworten, als Doppelspurigkeiten vermieden werden sollen. Man darf auch in diesem Bereich durchaus von «Effizienz» sprechen. Darüber hinaus aber gehört die Forschung unseres Erachtens zu den förderungs- und nicht zu den kürzungswürdigen Gebieten. Je nach Stellungnahme des Bundesrates zum Antrag der Finanzkommission werden wir unser Abstimmungsverhalten ausrichten. Mit diesen Bemerkungen empfehle ich Ihnen Zustimmung zum Bundesbeschluss über den Voranschlag 1988. Stucky: Die freisinnig-demokratische Fraktion begrüsst das positive Resultat des Budgetvoranschlags sowohl in der Finanzrechnung als auch in der Gesamtrechnung. Es ist dies ein Beweis, dass der Bund mit dem heutigen Abgaberecht in guten Konjunkturzeiten durchaus in der Lage ist, Ueberschüsse zu erzielen und den Schuldenberg abzubauen. Aus diesem Satz lassen sich einige Feststellungen ziehen. 1. Das gute Ergebnis ist nur dank ganz erheblicher Mehrerträge zustande gekommen. Bei den Steuern sind es nicht weniger als 11,6 Prozent, davon bei der direkten Bundessteuer ein Zuwachs von 25 Prozent. Das ist selbst dann sehr hoch, wenn man berücksichtigt, dass wir 1988 ein steuerstarkes Jahr haben werden. Vergleicht man mit dem vorangehenden steuerstarken Jahr 1986, ergibt sich immerhin noch ein Anstieg von 8 Prozent. Dieser liegt also weit über der Teuerung. Man kann daraus schliessen, dass unsere Beschlüsse vor zwei Jahren, nämlich die Prämien an die zweite respektiv dritte Säule abzugsfähig zu erklären, durchaus richtig waren und für den Bundeshaushalt tragbar sind. Es ist sicher auch richtig, im nachhinein festzustellen, dass das Sofortprogramm, das sich ab 1989 auswirken wird, ebenfalls im richtigen Trend liegt. Sonst wäre nämlich die Steuerquote vermutlich im Jahre 1989, sicher aber 1990, ganz erheblich über die 10-Prozent-Limite hinausgestiegen. Hier muss ich zu dieser 10-Prozent-Limite etwas sagen: Wir haben sie nie als solche zur festen Grenze gemacht,

son- dern wir haben darüber gesprochen und stillschweigend angenommen, dass sie gelte. Aber für unsere Fraktion stellt sie - das muss ich mit aller Deutlichkeit festhalten - ein vorübergehendes Maximum dar. Wir haben die politische Absicht, diese 10 Prozent wieder zu unterschreiten. Wir dürfen nämlich nicht ausser acht lassen, dass auch Kantone und Gemeinden Steuern und Abgaben erheben und dass wir, kumulativ gesehen, der Wirtschaft und auch dem Bürger eine Last auferlegen, die an der obersten Grenze angekommen ist. Die Schweiz ist längst nicht mehr auf der Bestsellerliste der steuergünstigen Länder. Wir müssen jetzt aufpassen, dass wir die Position als ein Land, das noch einigermaßen tragbare Steuern hat- und im Vergleich zu anderen Staaten in Konkurrenz steht -, nicht verlieren. 2. Das Verhältnis zwischen der Besteuerung von Einkommen und Vermögen zu den indirekten Steuern hat sich einmal mehr verschlechtert. Die direkten Steuern, also die Steuern auf Einkommen und Vermögen, steigen im Verhältnis zum Total von 44,5 auf 45,3 Prozent an. Wir müssen unser Augenmerk darauf richten, dass wir wieder zu den Budget de la Confédération 1988 1646 N 7 décembre 1987 alten Relationen zurückkehren - wir hatten einmal ein Viertel zu drei Vierteln -, denn sonst besteuern wir das gleiche Steuersubstrat in unverhältnismässigem Mass, d. h. nämlich das private Einkommen respektive den Reingewinn. Beim privaten Einkommen dürfen wir nicht vergessen, dass wir noch Lohnprozente abführen. 3. Die endgültige Sanierung der Bundesfinanzen findet auf der Einnahmenseite eigentlich eine recht günstige Ausgangslage, aber das Korrelat auf der Ausgabenseite lässt zu wünschen übrig. In diesem Punkt hegen wir die grössten Bedenken beim Budget 1988. Die Ausgaben steigen mit 7,1 Prozent, das ist deutlich über den vorgegebenen 4 Prozenten des nominellen Wachstums des Bruttoinlandproduktes. Mit Genugtuung hat unsere Fraktion die Weisung des Finanzdepartementes zur Kenntnis genommen, d. h. die ganz klare Vorgabe, dass die Ausgaben nicht über 4 Prozent steigen dürfen und die Staatsquote zu stabilisieren sei. Wenn nun diese Limite von 4 Prozent überstiegen wird, dann stelle ich fest, dass daran nicht Bundesrat Stich bzw. sein Departement schuld ist, sondern allenfalls der Gesamtbundesrat und ganz besonders das Parlament selbst. Wir haben wiederholt den Bundesrat überstimmt. Wir haben wiederholt Ausgaben beschlossen, die sich eigentlich nicht als notwendig erwiesen hätten. Es liegen hier schon wieder Anträge vor, die in reichlicher Masse Geld unter das Volk bringen wollen. Wir werden diesen Anträgen wohl kaum folgen. Wenn wir nämlich so weiterfahren, dann sind wir in absehbarer Zeit wieder dort, wo wir Mitte der siebziger Jahre standen: dass wir ein Ungleichgewicht haben, eine Schere, die sich zwischen Einnahmen und Ausgaben öffnet, und dass wir dann Sparübungen durchführen müssen. Diejenigen, die die letzten Sparübungen mitgemacht haben, wissen, wie schwierig es ist, eine solche Übung durchzuführen, und dass man zuletzt doch wieder bei linearen Kürzungen landen muss. Wir möchten das nicht noch einmal erleben, und legen grösstes Gewicht darauf, dass man jetzt ernsthaft anfängt, die Ausgaben im Griff zu halten. 4. Es ist als Ausnahme zu betrachten, dass unsere Fraktion einem Stellenaufbau von 300 Stellen zustimmt. Bei einer solchen Aufstockung kann man eigentlich mit guten Gründen nicht mehr von Personalstopp reden. Wir geben also keinen Freipass für zukünftige ähnliche Aufblähungen des Personals, sondern wir fordern den Bundesrat auf, die Bemühungen mit dem Effi und mit der Rationalisierung konsequent weiterzuführen und die Folgerungen im Personalbereich auch dort einzuhalten, wo ein Personalabbau möglich ist. Die Studie Effi hat ganz klar aufgezeigt, dass wir noch erheblich Personal einsparen können, vor allem aber, dass wir die zentrale Personalreserve beim Bundesrat stärken sollten. 100 auf 34 000 Stellen ist einfach zu wenig. Hier liegt einer der Hebel, um eine gute Personalbewirtschaftung

vornehmen zu können. 5. Und letzte Feststellung, die volkswirtschaftliche Betrachtung: Bekanntlich hat ja ein Budget des Bundes eine Signalkwirkung, aber auch eine direkte Auswirkung auf die gesamte Volkswirtschaft. Wenn wir das Budget in dieser Hinsicht analysieren, stellen wir fest, dass wir vor allem Ausgabensteigerungen haben, die im Konsumbereich wirksam werden. Ich erwähne die Heraufsetzung der AHV-Renten, dann auch diejenige im Forschungs- und Hochschulbereich und bei den Beiträgen an die Landwirtschaft. Es ist schwierig, hier zu werten. Wenn das Jahr 1988 rezessive Erscheinungen offenbart, wenn also unsere Wirtschaft schon kippt, dann sind diese Ausgaben im Sinne einer vorgezogenen Ankurbelung der Wirtschaft sicher richtig. Wenn wir aber im Hochkonjunkturbereich bleiben, dann müsste das Urteil sicher anders ausfallen, dann tun wir etwas, das unseres Erachtens fragwürdig ist. Die Situation ist unklar, wir werden uns darüber im Zusammenhang mit der dringlichen Interpellation der FdP über die Wirtschaftssituation sicher noch unterhalten müssen. Zum Schluss noch die Mitteilung, dass unsere Fraktion den Anträgen der Finanzkommission zustimmt, mit zwei Ausnahmen: Sie stimmt mehrheitlich der Streichung der Tierhalterbeiträge nicht zu, ebenfalls nicht der Reduktion der Beiträge an die Weinwirtschaft um fünf Millionen. Nebiker: Vom Ergebnis her ist das Budget 1988 zweifellos recht erfreulich. Mit einem Einnahmenüberschuss in der Finanzrechnung von rund 1,2 Milliarden Franken und einem Reinertrag in der Gesamtrechnung von über 600 Millionen Franken kann sich unser Budget tatsächlich sehen lassen. Ich glaube nicht, dass ein anderer westlicher Staat ein ähnliches Budget präsentieren kann. Wir mögen dieses gute Ergebnis auch dem Finanzminister gönnen, wenn er auch nicht ganz allein dafür verantwortlich ist. Die gegenwärtig günstigen Voraussetzungen und Rahmenbedingungen haben zu dieser finanzpolitischen Schönwetterlage namentlich bei den Einnahmen beigetragen. Aber trotzdem also auch ein Lob an den Finanzminister. Aber wie das auch beim Wetter so ist: es werden auch hier wieder Wolken aufziehen. Das hat mit Jammern oder mit Jammern auf Vorrat nichts zu tun. Das ist sogar mit Bestimmtheit vorauszusehen. Diese Entwicklung kann durch einen allfälligen wirtschaftlichen Abschwung, den wir beileibe nicht herbeireden möchten, sogar noch beschleunigt werden. Es ist Herrn Bundesrat Stich und dem Finanzdepartement zugute zu halten, dass sie trotz der guten Finanzlage immer wieder versuchen, die Ausgaben im Griff zu halten. Allerdings ist das nicht ganz gelungen. Der Zuwachs der Ausgaben beträgt immerhin 7,1 Prozent. Wenn man das um die Verschiebungen beim Leistungsauftrag der SBB bereinigt, sind es immer noch 4,3 Prozent. Das ist mehr als das voraussichtliche Wachstum des Bruttoinlandproduktes. Damit wurde das Ziel, das Herr Bundesrat Stich selbst gesetzt hat, nicht erreicht. Eine Stabilisierung der Ausgaben ist also nicht voll gelungen. Auch die Finanzkommission konnte nichts Wesentliches dazu beitragen, um dieses gesetzte Ziel tatsächlich zu erreichen, trotz der straffen Verhandlungsführung unseres Präsidenten, Herrn Nationalrat Zbinden. Richtig ist allerdings, dass das Ausgabenwachstum differenziert beurteilt werden muss. Es ist, wenn man das Budget im einzelnen anschaut, eine gewisse Schwerpunktbildung festzustellen, nämlich dass in Bereichen, die für die Zukunft von grosser Bedeutung sind, das Ausgabenwachstum grösser ist. Ein solcher Bereich ist zum Beispiel der ganze Umweltkomplex - dort hat man ein deutlich grösseres Ausgabenwachstum -, dann auch der öffentliche Verkehr und die Forschung. In diesem Zusammenhang möchte ich auf etwas Interessantes hinweisen: Die Landwirtschaft wird immer als negatives Beispiel für die Staatsausgaben hingestellt. Wenn man sieht, dass das Wachstum bei den Ausgaben im Agrarbereich nur 4,9 Prozent beträgt - nur 4,9 Prozent, verglichen mit dem Gesamtwachstum von 7,1 Prozent im Budget-, dann

muss man doch feststellen, dass hier gewisse Ausgaben in Griff genommen werden konnten, und zwar sind in den 4,9 Prozent die 90 Millionen für die vorgesehenen Tierhalterbeiträge inbegriffen. Man darf also bei diesem Budget sicher nicht auf der Landwirtschaft herumhacken. Es gibt noch einen anderen Musterknaben im Bereich des Budgets, das Militärdepartement; dort beträgt das Ausgabenwachstum nämlich nur 3,2 Prozent. Diese beiden grossen Bereiche weisen ein deutlich unterdurchschnittliches Wachstum auf, im Gegensatz zu anderen Bereichen, wo tatsächlich ein überdurchschnittliches Wachstum festzustellen ist. Es ist nach Meinung der Schweizerischen Volkspartei wichtig, dass diese Ausgabendisziplin beibehalten wird. Das gilt allerdings nicht nur für den Bundesrat, sondern das gilt auch für uns, das Parlament. Gerade wenn man die verschiedenen zusätzlichen Anträge, die auf dem Tisch liegen, betrachtet, ist es mit der Ausgabendisziplin nicht so weit her. Die erfreuliche Entwicklung des Budgets basiert hauptsächlich auf der Entwicklung bei den Einnahmen, die bekannt-

7. Dezember 1987 N 1647 Voranschlag der Eidgenossenschaft 1988 lieh 11,6 Prozent höher budgetiert werden konnten. Die Verbesserung ist auf die zweijährige Steuerperiode zurückzuführen. Aber auch bei den Einnahmen bestehen einige Unsicherheiten, besonders bei den Stempelabgaben, obschon hier die Einnahmen etwas zurückgenommen worden sind. In Anbetracht der Börsenentwicklung sind sichere Prognosen aber nicht möglich. Bei der Warenumsatzsteuer sind die budgetierten Mehreinnahmen ebenfalls nicht gesichert. In Zukunft muss aber mit markanten Einnahmefällen gerechnet werden: bei der direkten Bundessteuer (die beschlossene familienfreundlichere Besteuerung kostet Geld); beim Ausgleich der kalten Progression, der automatisch eintreten wird; bei den anstehenden Begehren wie Aufhebung der Taxe occulte oder Verbesserungen bei den Stempelabgaben. Diese Bereiche werden wahrscheinlich alle Geld kosten. Die Einnahmen sind also nicht nur von der wirtschaftlichen Entwicklung her gefährdet, sondern auch durch die Reduktion dessen, was bereits beschlossen oder in Beratung ist. Die SVP-Fraktion ist für Eintreten. Mit zwei Ausnahmen stimmen wir den Anträgen der Finanzkommission zu. Eine Ausnahme bildet die Landwirtschaft; wir sind eindeutig der Meinung, dass wir dem Bundesrat folgen und die 90 Millionen im Budget für die Beiträge an die Tierhalter belassen sollten. Wir sind uns bewusst, dass das finanzpolitisch nicht ganz so lupenrein ist. Das ist eine Ausgabe, die sich nicht auf eine konkrete, in Kraft stehende gesetzliche Grundlage berufen kann. Die entsprechende Verordnung ist immer noch in der Vernehmlassung; es ist noch ungewiss, wie es herauskommt. Trotzdem ist der Posten vorläufig im Budget eingestellt. Man hätte durchaus die Auffassung der Finanzkommission vertreten und die entsprechenden Beträge im Rahmen der Nachtragskredite einstellen können. Weil aber der Landwirtschaft diese Zahlung bereits versprochen worden sind, ist es korrekt, wenn diese Beträge im Budget berücksichtigt sind. Wir möchten ferner auf eine Kürzung bei den Verwertungsmaßnahmen im Weinsektor verzichten. Wir sind nicht der Meinung, dass eine Strafaktion durchgeführt werden sollte, nachdem die Selbsthilfemassnahmen nicht ganz gegriffen haben. Im übrigen sind wir für Zustimmung zu den Anträgen der Finanzkommission. Wir lehnen die vorliegenden, weitergehenden Anträge ab. Ich beantrage Ihnen ebenfalls Zustimmung. Präsident: Die Herren Hafner Rudolf und Brélaz teilen sich in die Redezeit der grünen Fraktion. Herr Hafner hat das Wort. Hafner Rudolf: Die grüne Fraktion ist in der Finanzkommission nicht vertreten; darum konnten wir nicht im Rahmen der Kommission mitsprechen und auch keine Detailprüfung vornehmen. Wir beschränken uns deshalb auf einige allgemeine Bemerkungen. Wir begrüßen sehr, dass es voraussichtlich einen Budgetüberschuss gibt;

wir finden es auch sehr notwendig, dass Schulden des Bundes abgetragen werden können. Es ist immerhin so, dass doch über 800 Millionen Franken an jährlichen Schuldzinsen bezahlt werden müssen. Das ist Geld, das man ausgibt, ohne dafür real etwas zu haben; wir sind froh, wenn diese Ausgabe abgebaut werden kann. Den grossen Blumenstraus werden wir dem Finanzminister überreichen, wenn keine Schuldzinsen mehr bezahlt werden müssen! Der Glaube an ein unbeschränktes Wachstum des Bruttonationalproduktes wird wohl nicht ewig weiterbestehen können. In diesem Zusammenhang ist eine Aussage des bundesrätlichen Berichtes interessant, wo auf Seite 8 steht: «Ein Einbruch an der Börse wird nicht erwartet.» Vielleicht kann sich das Finanzdepartement noch einen besseren Börsenkenner leisten. Auf jeden Fall hat die Realität, wie wir sie in den letzten Monaten erlebten, etwas deutlich anderes gezeigt, als diese Aussage des Finanzdepartementes. Die Auswirkungen auf die Einnahmenseite sind ziemlich offensichtlich; wir werden in den nächsten Jahren sehen, wie es weitergeht. Grosse Sorgen bereitet uns, dass im Zusammenhang mit dem Waldsterben sehr bedeutende Ausgaben auf uns zukommen. Forstfachleute sprechen von rund 5 Milliarden Franken. Wir hoffen, dass Herr Bundesrat Stich noch über ein Konto verfügt, damit er diese grossen Ausgaben für den Wald aufbringen kann. In diesem Zusammenhang scheint uns folgendes auch wichtig: Wenn man aufgrund des Voranschlages Vergleiche zwischen den Verkehrsträgern und den verschiedenen Energiearten anstellt, stellt man fest, dass nicht alles gleichwertig behandelt wird. In einer grossen Tageszeitung stand, dass für den Bereich Atomenergie 3,5 Milliarden Franken ausgegeben wurden (Beiträge gewisser Privatorganisationen eingeschlossen); die Ausgaben für Sonnenenergie oder andere Energien stellen im Vergleich dazu einen verschwindend kleinen Anteil dar. Dasselbe gilt ja auch im Bereich Verkehr. Wenn man schaut, was bisher für den Strassenbau aufgewendet wurde, und wenn man schaut, was für den Schienenverkehr eingesetzt wurde, stellt man ganz klar ein Missverhältnis fest. Wir hoffen, dass dieses Missverhältnis verbessert werden kann. Wir werden auch aufmerksam zuhören, wie die Anträge, die ökologische Anliegen betreffen, im Rat hier behandelt werden. Je nachdem werden wir in der Schlussabstimmung diesem Voranschlag zustimmen oder ihn ablehnen.

M. Brélaz: Le groupe écologiste peut, comme tous les autres, annoncer sa satisfaction quant au fait qu'aucun déficit n'est prévu, même si la réalité, suite aux décisions parlementaires durant la période préélectorale, pourrait rendre ce résultat un peu différent. Un budget doit refléter une volonté politique. Or, le nôtre, quelles que soient ses nombreuses qualités, a un certain nombre de présuppositions. Tout d'abord, les dépenses devraient augmenter peu à peu toutes les années. Cette politique est basée sur l'illusion d'une croissance économique éternelle. Une telle chose est impossible, du moins à long terme. Personne ne peut savoir si cela se terminera dans dix, vingt ou cinquante ans. En pratique, cela signifie qu'une fois ou l'autre nous devons faire face à une grande surprise. On commence à la voir venir avec les affaires boursières. C'est essentiellement la confiance en la possibilité de croissance permanente qui a fait monter la bourse ces dernières années. Dès que la confiance est perdue, on s'est aperçu qu'une bonne part de la croissance reposait sur du vent. On remarque, en outre, un certain nombre de difficultés propres à cette croissance: la charge de plus en plus grande sur l'environnement, le problème des forêts qui n'a pas été maîtrisé suffisamment tôt, etc. Le troisième élément qui peut nous déranger dans notre vision à long terme, même si notre pays a une situation financière infiniment préférable à celle de la plupart des grands pays occidentaux, c'est la pratique qui consisterait à vivre à crédit. Même si notre dette est faible, le service de l'intérêt nous occasionne tout de même des dépenses de plus de 800 millions de francs par année. On a donc tance,

d'une certaine manière, à léguer des dettes à nos successeurs. Nous leur faisons hériter déjà de bien assez de problèmes. Néanmoins, la croissance économique de ces dernières années a suscité certains problèmes en plus de ceux prévisibles: M. Hafner a déjà mentionné le problème des forêts, celui de l'énergie et tous ceux qui seront liés simplement au maintien d'un cadre de vie acceptable durant ces prochaines années. Certaines expertises parlent d'un coût de plusieurs dizaines de milliards de francs d'ici quelques années. Il nous faut donc absolument conserver certaines ressources à l'échelon étatique. Aujourd'hui, il n'est pas question d'en sacrifier à une campagne démagogique du moment.

Budget de la Confédération 1988 1648 7 décembre 1987 Le groupe écologiste craint, à chaque fois qu'un peu d'argent est disponible, qu'une nuée de moineaux se précipitent sur l'aubaine, sans grande considération de ce qui pourrait en résulter. Nous avons eu de tels exemples avec les banques, ainsi que l'automne passé. A ce égard, il y a un manque certain de vision à long terme, davantage de la part du Parlement que de celle du gouvernement. Face à une telle situation, il faut dégager une véritable politique. Alors, quelle est la politique que nous cherchons à affirmer au cours de ces prochaines années aussi dans le cadre de la Commission des finances, puisque dorénavant nous y serons représentés?

D'abord, il s'agira de sauvegarder les recettes de l'Etat indispensables pour faire face aux grandes dépenses qui risquent d'être entreprises ces prochaines années, dont M. Hafner et moi-même vous avons entretenus. Il faudra investir en priorité dans les domaines d'urgences qui pourraient, surtout dans les investissements, indépendamment des salaires des fonctionnaires, mobiliser des sommes hélas assez considérables (énergie, lutte contre la pollution, les forêts, économie, etc.). Ensuite, il faut songer à rembourser nos dettes. Même si elles ne sont pas très grandes, il n'y a aucune raison de dépenser chaque année plus de 800 millions de francs pour le paiement de l'intérêt. Il faut également cesser de faire croître tous les postes du budget et diminuer certains investissements dans les domaines où ils ne font qu'augmenter les graves problèmes de l'heure (écologie) et nécessitent par la suite beaucoup d'argent pour compenser l'erreur initiale. En fait, ce que l'on peut parfois constater est un peu stupide. Par exemple, on a investi beaucoup d'argent dans le réseau routier au cours de ces dernières années et, aujourd'hui, on se plaint du bétonnage et des problèmes de glissements de terrains et d'inondations comme dans le canton d'Uri. C'est un investissement typique qui en nécessite d'autres. Il faut donc réfléchir avant. A court et à moyen terme, il faut examiner sérieusement l'ensemble des subventions octroyées par la Confédération sous l'angle de leur utilité ou de leur contribution artificielle à la croissance continue du pays. Je ne vous citerai pas le nombre de communes suisses qui ont décidé de construire une grande salle, alors qu'elles n'en avaient aucun besoin ni aucune envie, uniquement parce qu'il y avait une subvention fédérale et qu'il fallait bien profiter, comme tout le monde, de l'argent de Berne. Ce genre de pratique a cours dans beaucoup de domaines. La course à la subvention amène souvent à des situations absurdes. Dorénavant, il faut regarder ces subventions d'un oeil critique et examiner dans quelle mesure on pourrait réduire ou supprimer celles qui ne s'imposent pas pour des motifs politiques majeurs. A long terme, une fois que nous aurons rétabli - cela prendra un certain temps - les bonnes conditions de base, aussi bien au niveau de l'écologie que de l'environnement de vie dans notre pays, nous pourrions nous permettre de diminuer les dépenses et les recettes de l'Etat. Il faut déjà donner cette hypothèse pour le long terme. Il faut y songer, car on n'a pas l'impression que cela ira tout seul. L'augmentation est plus facile que l'inverse. Keller: Die CVP nimmt mit Befriedigung zur Kenntnis, dass zum dritten Mal, also auch für 1988, mit einem positiven Ergebnis gerechnet werden kann. Ein erwarteter Ueberschuss von 1267

Millionen Franken in der Finanzrechnung und 637 Millionen in der Gesamtrechnung drückt die Hoffnung auf einen günstigen Wirtschaftsverlauf und eine geringe Teuerung aus. Das Bruttoinlandprodukt wird real auf ein Wachstum von 2 Prozent eingestellt, die Teuerung ebenfalls auf 2 Prozent. Wir teilen die Meinung des Bundesrates, dass sich die günstige Entwicklung auch 1988 fortsetzen wird, über die wir uns bereits seit fünf Jahren freuen dürfen. Der Bundesrat rechnet allerdings nicht mehr mit den hohen Werten des wirtschaftlichen Wachstums wie 1985 und 1986. Wir erachten die jetzt eingestellten Wachstumswerte als realistisch, denn wir dürfen insgesamt feststellen, dass die schweizerische Wirtschaft im technologischen Neuerungsvorgang Tritt zu fassen vermochte. Mit Genugtuung verzeichnen wir die auf dem Niveau von ungefähr 40 Prozent stabilisierte Staatsquote des Bundes. Sie soll sich im Gleichschritt mit der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung fortbewegen. Zu beachten ist indessen, dass die Ausgaben - im Vergleich zum nominellen wirtschaftlichen Wachstum von 4 Prozent - um nicht weniger als 7,1 Prozent zunahm. Der Eindruck eines zu raschen Ausgabenwachstums kann indes weitgehend ausgewischt werden, wenn man - was nötig ist - den Zweijahresvergleich anstellt und besondere Einflussgrößen berücksichtigt. So rechnet das Budget 1987 mit einem Ausgabenwachstum von bloss 2,6 Prozent. Wir müssen dabei berücksichtigen, dass Rentenanpassungen bei den Sozialversicherungen alle zwei Jahre - eben jetzt wieder-erfolgen. Zudem sind die Kantonsanteile an der in geraden Jahren einnahmenstarken direkten Bundessteuer und Verrechnungssteuer ausgesprochen hoch. Sodann ergeben sich auch noch weitere Mehrbelastungen. Leistungsauftrag der SBB und Panzerbeschaffung sind dafür Beispiele. Stellt man dies alles in Rechnung, so darf festgestellt werden, dass damit das Ausgabenwachstum nur noch wenig über diese 4 Prozent Wirtschaftswachstum zu stehen kommt. Wir haben im weiteren bei diesem Budget zur Kenntnis zu nehmen, dass die meisten Ausgaben gesetzlich gebunden sind. Die Handlungsfreiheit im Sparbereich ist somit stark eingeschränkt. Der Bundesrat hat an strategisch wichtigen Punkten, die für die Zukunft bedeutsam sind, klare Akzente gesetzt, die wir anerkennen, so in den Bereichen Umwelt, Unterricht und Forschung, Verkehr und Energie. Damit hat er den vom Parlament verlangten Prioritäten angemessenen Ausdruck gegeben. Die CVP stützt ihn in dieser Bestrebung. Auf der Einnahmenseite fällt eine Steigerung gegenüber dem Voranschlag 1987 um nicht weniger als 12 Prozent auf. Diese Steigerung reduziert sich allerdings, wenn man beachtet, dass Budgets im Mehrjahresvergleich beurteilt werden müssen, zum mindesten im Zweijahresvergleich, so dass sich dann diese Spitze stark abflacht. Sie flacht sich auch deswegen noch etwas ab, weil das Budget 1987 bereits überschritten ist und damit auf der Grundlage der zu erwartenden Rechnung die Steigerung nur noch etwa 8 bis 9 Prozent ausmachen wird. Die Entwicklungen der einzelnen Einnahmenquellen, wie sie der Bundesrat veranschlagt, sind schwer zu beurteilen. Tendenzmässig scheinen die Prognosen richtig zu liegen, im Ausmass aber gibt es nach unserer Auffassung wenig Gewissheit. Teilweise sprudeln diese Quellen energisch, bei der direkten Bundessteuer um plus 25 Prozent, bei der Verrechnungssteuer gar um plus 35 Prozent, wogegen der jahrelange Boom bei den Stempelabgaben nun offensichtlich brüsk gestoppt ist; insgesamt ein sehr uneinheitliches Bild der Einnahmenentwicklung. Wir sind froh, dass uns auch im Voranschlag 1988 ein ansehnlicher Betrag bleibt, um wiederum Schulden zurück-zuzahlen. Die Verkleinerung des Schuldendienstes bedeutet finanzpolitischen Spielraum, der mit Blick auf die grossen Zukunftsausgaben sehr erwünscht ist. Ein Ausblick: Auf das Ende der Legislaturperiode werden vom Bundesrat wiederum rote Zahlen in Aussicht gestellt. Jedenfalls deuten die

provisorischen Zahlen des Finanzplans darauf hin, dass 1991 wiederum etwa 1 Milliarde Franken Defizit erreicht werden wird. Die Auffassung des Bundesrates geht aber dahin, dass der Grund nicht eigentlich in einer wirtschaftlichen Abschwung zu sehen ist. Er nimmt für diesen Zeitraum noch eine günstige Wirtschaftsentwicklung an und sieht die Ursache auch nicht primär auf der Ausgabenseite, denn er ist der Überzeugung, er könne diese Ausgaben im Griff behalten. Er sieht die Ursachen einnehmenseitig, in dem Sinne, dass diese Einnahmen in Zukunft mit den erforderlichen Ausgaben nicht Schritt halten werden.

1649 Voranschlag der Eidgenossenschaft 1988
T. Dezember 1987
Die Ursachen sind ernst zu nehmen, sie wurden hier skizziert. Ich fasse kurz zusammen: Gedämpfte Entwicklung bei der Verrechnungssteuer, den Stempelabgaben, gebremste direkte Bundessteuer, nicht zuletzt wegen der Beschlüsse der Herbstsession, den Abzugsmöglichkeiten beim BVG und dem Ausgleich der kalten Progression. Der Bundesrat sieht sie auch in einer geringeren Dynamik der Warenumsatzsteuer und im bekannten, nur leichten Ansteigen der Zölle und der Tabaksteuer. Hinzu kommen noch eine Reihe ins Auge gefasster Entlastungen wie beispielsweise bei der Taxe occulte. Alle diese Momente auf der Einnahmenseite bedeuten tatsächlich Einschränkungen und müssen von uns ernst genommen werden. Die CVF erachtet diese Faktoren als bedeutend und will an die Frage einer neuen Finanzordnung zügig und konstruktiv herangehen. Denn es wird erforderlich sein, in den Bereichen Umweltschutz, öffentlicher Verkehr, Forschung, Erhaltung eines starken Sozialnetzes, aber auch Aussen- und Sicherheitspolitik, genügend Mittel bereitzustellen. Deshalb ist auch einnehmenseitig das Notwendige vorzukehren. Die CVF will hier mitarbeiten. Es geht ihr um eine stabile Staatsquote ohne Defizit, wobei wir in der Lage sein müssen, die nötigen Ausgaben zu finanzieren. Zum Schluss nur wenige Bemerkungen. Die CVF schliesst sich, was die Hauptanträge anbelangt, dem Bundesrat an; in den folgenden Bereichen folgt sie jedoch der Finanzkommission: erstens bei der Reduzierung um zehn Prozent bei den eidgenössischen Räten - das soll eben dann allenfalls über Nachtragskredite finanziert werden -; sodann unterstützt die CVF auch die effektive Erhöhung zugunsten strassenverkehrsbedingter Umwelt- und Landschaftsschutzmassnahmen und damit auch die Umlagerung auf mehr Treibstoffzölle, wie sie die Finanzkommission vorsieht. Die CVF schliesst sich auch den Vorstellungen der Personalaufstockung an, wie sie die Finanzkommission darstellt. Andererseits hält sich die CVF an den Bundesrat in der Frage des 90-Millionen-Kredites an die Tierhalter in Klein- und Mittelbetrieben; sie ist auch für eine Förderung des Weinbaus im Ausmass der vom Bundesrat eingestellten Mittel, also 38,3 Millionen statt nur 33,3 Millionen. Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen.
Le débat sur cet objet est interrompu
Schluss der Sitzung um 19.35 Uhr
La séance est levée à 19 h 35

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Voranschlag der Eidgenossenschaft 1988 Budget de la Confédération 1988 In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1987 Année Anno Band IV Volume Volume Session Wintersession Session Session d'hiver Sessione Sessione invernale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 05 Séance Seduta Geschäftsnummer 87.052 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 07.12.1987 - 14:30 Date Data Seite 1641-1649 Page Pagina Ref. No 20 015 964 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce

document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.